



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/21520  
14 août 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

**NOTE VERBALE DATEE DU 14 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'AUSTRALIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES**

Le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à sa note SCPC/7/90(1) du 8 août 1990, a l'honneur de lui communiquer ci-joint des informations préliminaires concernant les mesures prises par le Gouvernement australien conformément aux dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent espère que ces informations aideront le Secrétaire général à établir un rapport intérimaire aux fins d'examen par le Comité du Conseil de sécurité créé en vertu du paragraphe 6 de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité. Il précise aussi que le Gouvernement australien fera parvenir sa réponse complète à la note du Secrétaire général avant le 24 août.

ANNEXE I

Sanctions australiennes contre l'Iraq

On trouvera ci-après le texte d'une déclaration faite le 6 août par M. Duffy concernant les sanctions australiennes contre l'Iraq.

Le Ministre de la justice et Ministre par intérim des affaires étrangères et du commerce, M. Michael Duffy, a annoncé ce jour un ensemble de sanctions de vaste portée contre l'Iraq.

M. Duffy a dit que l'invasion iraquienne constituait une violation flagrante et indéfendable de la Charte des Nations Unies, qui constituait une menace très grave pour la stabilité générale du Moyen-Orient. L'Australie condamnait catégoriquement l'invasion et continuait d'exiger le retrait immédiat et sans condition de toutes les forces irakiennes. M. Duffy a dit que le Gouvernement australien était aussi profondément choqué par le déploiement menaçant de forces irakiennes le long de la frontière saoudienne.

M. Duffy a dit qu'en réponse à l'agression flagrante et continue de l'Iraq, le Gouvernement australien avait décidé de prendre des mesures pour imposer les sanctions ci-après contre l'Iraq.

- Un embargo sur les importations de pétrole en provenance de l'Iraq et du Koweït;
- Des mesures visant à protéger les intérêts et les avoirs en Australie du Gouvernement légitime du Koweït et à geler tout avoir iraquien en Australie;
- Interdiction de la vente à l'Iraq de matériel militaire. A cet égard, M. Duffy a annoncé que le Gouvernement avait décidé d'annuler immédiatement une licence d'exportation pour la vente de pièces de moteur d'une valeur de 850 000 dollars australiens à l'armée de l'air iraquienne;
- Rejet d'une demande de l'Iraq visant à autoriser les lignes aériennes irakiennes à ouvrir une agence à Sidney.

M. Duffy a dit que l'Australie s'abstiendrait également de toute action qui pourrait être considérée comme une reconnaissance implicite de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

L'Australie était prête à appliquer et à appuyer une résolution du Conseil de sécurité relative à des sanctions contre l'Iraq si le Gouvernement iraquien ne tenait pas compte des demandes qui lui étaient faites de retirer immédiatement ses troupes du Koweït occupé. Le Gouvernement suivait de près les débats du Conseil de sécurité des Nations Unies.

ANNEXE II

Sanctions de l'Organisation des Nations Unies contre l'Iraq

Le Ministre de la justice et Ministre par intérim des affaires étrangères et du commerce, M. Michael Duffy, a déclaré aujourd'hui que l'Australie appuyait pleinement la décision prise ce jour par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Iraq et le Koweït. Ces sanctions demeureront applicables jusqu'à ce que l'Iraq retire immédiatement et sans condition ses forces du Koweït, comme l'exige le Conseil de sécurité.

M. Duffy a dit que l'Australie appliquerait immédiatement les sanctions du Conseil de sécurité. Il a fait observer que plusieurs des mesures décrétées par l'ONU avait déjà été décidées par le Gouvernement australien et annoncées dans sa déclaration du 6 août relative aux sanctions australiennes contre l'Iraq. M. Duffy a dit que les sanctions de l'ONU interdisaient

- L'importation en Australie de tous produits de base ou marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït;
- Toutes activités menées par des Australiens ou sur le territoire australien qui auraient pour effet de promouvoir l'exportation de produits de base ou de marchandises en provenance de l'Iraq ou du Koweït;
- Le transfert de fonds à destination de l'Iraq ou du Koweït aux fins de telles activités;
- La vente ou la fourniture par des Australiens ou depuis le territoire australien de tous produits de base ou marchandises autres que ceux à usage strictement médical et, dans des cas où des considérations humanitaires le justifient, les produits alimentaires, à l'Iraq ou au Koweït;
- Toutes activités menées par des Australiens qui auraient pour effet de promouvoir la vente ou la fourniture de tels produits de base ou de telles marchandises à l'Iraq ou au Koweït;
- La sortie d'Australie des avoirs irakiens et koweïtiens actuellement détenus en Australie.

Les responsables de plusieurs organismes gouvernementaux s'étaient réunis aujourd'hui à Canberra pour prendre des mesures en ce qui concerne l'application des sanctions de l'ONU.

"L'application de ces sanctions aura un impact important sur l'Australie, mais le Gouvernement considère que l'Australie et la communauté internationale ont pour devoir de réagir ainsi à l'invasion du Koweït par l'Iraq", a dit M. Duffy.

Il a ajouté que l'Australie espérait que tous les pays assumeraient une part équitable du fardeau que constituait l'application des sanctions contre l'Iraq.

**Les demandes de renseignements concernant l'impact des sanctions commerciales sur les échanges de l'Australie avec le Moyen-Orient devaient être adressées au Département des affaires étrangères et du commerce.**

### ANNEXE III

#### Application des sanctions par l'Australie

Contrairement aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, l'Australie n'a pas de législation particulière relative à l'application des sanctions de l'ONU.

Les pouvoirs en matière de réglementation dans le cadre de la législation existante ont été utilisés pour prendre les mesures suivantes :

- Exportations de matériel militaire.

Le mardi 7 août, le Ministre de la défense a annulé toutes les autorisations existant en vertu des réglementations douanières (relatives aux exportations interdites) qui empêcheront efficacement toutes exportations de matériel militaire vers l'Iraq.

Cela comprend la vente proposée par Hawker Havilland Australia de pièces détachées de moteur à l'armée de l'air iraquienne (850 000 dollars australiens).

#### Exportations et importations entre l'Iraq ou le Koweït et l'Australie

Le mercredi 8 août, les réglementations douanières (relatives aux exportations interdites) et les réglementations douanières (relatives aux importations interdites) ont été modifiées en vue d'empêcher dans la pratique tout mouvement de biens direct ou indirect entre l'Iraq et le Koweït et l'Australie. Les dispositions sont similaires pour les importations et les exportations.

##### a) Importations

En vertu du paragraphe 3 a) de la résolution 661 du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Australie doit empêcher l'importation de produits exportés par l'Iraq ou le Koweït après la date de son adoption (6 août 1990).

- En vertu de la nouvelle réglementation relative aux marchandises dont l'importation est interdite, l'importation de marchandises en provenance d'Iraq ou du Koweït, soit directement soit par le biais de pays tiers est interdite. En cas de doute quant à leur origine, le Ministre des affaires étrangères et du commerce peut certifier qu'il a de bonnes raisons de croire que les marchandises en question sont d'origine iraquienne ou koweïtienne. Il a aussi pouvoir d'exempter des marchandises de ladite interdiction et peut déléguer son autorité en la matière.
- Cette réglementation est entrée en vigueur le 8 août.

##### b) Exportations

En vertu du paragraphe 3 c) de la résolution 661 du Conseil de sécurité, l'Australie doit prendre des mesures pour empêcher la fourniture de produits à l'Iraq ou au Koweït, à l'exception des fournitures à usage médical et des produits alimentaires, dans les cas où des considérations humanitaires le justifient.

- La nouvelle réglementation interdit l'exportation de produits soit directement, soit indirectement par le biais de pays tiers.
- Comme la réglementation relative aux importations, celle relative aux exportations autorise le Ministre des affaires étrangères et du commerce à certifier la destination des marchandises et à exempter certaines d'entre elles ainsi qu'à déléguer son autorité quant à ce dernier pouvoir.
- Cette réglementation est entrée en vigueur le 8 août.

Contrôle des mouvements de capitaux entre l'Iraq ou le Koweït et l'Australie

En vertu du paragraphe 4 de la résolution 661 du Conseil de sécurité, l'Australie doit empêcher le transfert de fonds vers l'Iraq ou toute entreprise iraquienne ou koweïtienne, sauf dans le cas de paiements destinés à des fins médicales ou humanitaires. Au paragraphe 9 c) de la résolution, il est demandé à l'Australie de protéger les avoirs du Gouvernement légitime du Koweït et de ses institutions.

- Nous nous acquittons de ces obligations en appliquant les réglementations bancaires relatives aux opérations de change.
- Le 8 août, lesdites réglementations ont été modifiées pour permettre au Ministre des finances de donner des instructions à la Banque de réserve en vue de prendre en compte les relations de l'Australie avec les autres pays et ses obligations contractées en vertu du droit international.

Par la suite, le Ministre des finances a écrit au Gouvernement de la Banque de réserve le 8 août, lui demandant d'exécuter les obligations de l'Australie contractées en vertu de la résolution du Conseil de sécurité. Le 9 août, la Banque de réserve a écrit à tous les agents de change agréés pour modifier leurs pouvoirs.

- L'achat et la vente de devises et la réception ou l'envoi de monnaie australienne dans le cadre d'un paiement à des comptes non résidents détenus en Australie par les Gouvernements iraquien et koweïtien, leurs institutions ou leurs nationaux sont interdits sans l'accord spécifique de la Banque de réserve. La Banque approuvera les transactions opérées avec le Gouvernement légitime du Koweït ou lorsque le caractère humanitaire de la transaction sera prouvé.

Les mesures de la Banque de réserve n'affecteront pas les activités normales de la Mission diplomatique de l'Iraq en Australie.

-----